



ACCORD-CADRE N°25A26

PORTANT SUR LE DEVELOPPEMENT D'UNE BOUTIQUE D'OBJETS PROMOTIONNELS EN LIGNE POUR L'UNIVERSITE DE LORRAINE

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES PROCEDURE ADAPTEE

Comptable Assignataire : L'agent comptable de l'université

Accord-cadre passé en application du Code de la Commande Publique (notamment ses articles L2123-1 et R2123-1-1°, et R2162-1 à R2162-6)

1) **Objet, allotissement et forme du contrat**

1.1 - **Objet de l'accord-cadre**

Le présent marché a pour objet le développement ainsi que la gestion d'une boutique en ligne d'objets promotionnels pour l'Université de Lorraine. Les prestations sont détaillées à l'article 3 du présent document.

Il ne fait l'objet d'aucun allotissement, les prestations objets du contrat ne permettant pas l'identification de prestations distinctes.

Le nom et les coordonnées du conducteur du projet pour l'université sont communiqués par l'université au titulaire à l'occasion de la notification du marché.

Néanmoins, la personne physique habilitée à représenter l'université pour les besoins de l'exécution du marché au sens de l'article 3.3 du CCAG FCS est la présidente de l'université ou son représentant habilité, désigné lors de la notification du marché.

1.2 - **Forme de l'accord-cadre**

Le contrat conclu est un **accord-cadre fixant toutes les stipulations contractuelles. Il s'exécute par l'émission de bons de commande**, conformément aux articles R2162-13 et R2162-14 du Code de la Commande Publique.

L'accord-cadre est conclu avec un titulaire, sans minimum en valeur comme en quantité et avec un maximum de 142 000 € HT sur toute la durée du contrat.

1.3 – Exclusions

Les objets promotionnels concernés par le présent contrat sont uniquement ceux qui seront validés par la Direction de la Communication de l'Université de Lorraine et qui seront disponibles sur la boutique en ligne.

L'Université dispose d'un autre marché public pour ses commandes d'objets promotionnels courants.

2) Documents contractuels

2.1 - Documents contractuels de l'accord-cadre

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, l'accord-cadre est constitué par les éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement ainsi que ses annexes n° 1 « Cadre de réponses technique et financier (CRTF) » et n° 2 « Cadre de réponses éco-conception service numérique », dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'Université fait seul foi ;
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'Université fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services annexé à l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (Journal Officiel de la République Française n°0078 du 1^{er} avril 2021) ; désigné « CCAG FCS » dans le présent CCP ;
- Le mémoire technique transmis par le titulaire à l'appui de son offre ;

2.2 Stipulations communes

Les obligations contractuelles définies supra expriment l'intégralité des obligations contractuelles des parties.

Toute clause, portée dans le(s) catalogue(s), tarif(s), offre du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des pièces contractuelles énumérées ci-avant, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Le titulaire est réputé avoir suffisamment étudié les documents constitutifs de l'accord-cadre.

Il n'est admis, sous aucun prétexte que ce soit, aucune réclamation concernant l'offre et les conditions consenties. Le titulaire ne peut en aucun cas arguer d'une erreur, d'une omission, d'une différence d'interprétation ou de manque de renseignements pour refuser d'exécuter sa prestation.

3) Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre conclu à compter de sa date de notification.

La durée d'exécution de l'accord-cadre est de 24 mois **à compter de sa date de mise en service effective de la boutique en ligne**. Cette date de démarrage sera notifiée au titulaire par ordre de service.

L'accord-cadre est reconductible deux fois pour une période de douze mois, portant sa durée totale à 48 mois maximum.

Cette reconduction est tacite et le titulaire ne peut s'y opposer.

L'Université peut cependant décider de ne pas reconduire le contrat. Elle en avise alors le titulaire via la plateforme de dématérialisation PLACE au plus tard un mois avant l'expiration de la période en cours.

Le titulaire ne peut s'opposer à cette non-reconduction, dès lors qu'une telle décision du représentant légal de l'Établissement ou de son délégataire lui a été notifiée.

4) Spécifications techniques

4.1 - Contexte

L'Université de Lorraine souhaite renforcer son attractivité et développer la fierté d'appartenance via le développement de la marque Université de Lorraine (UL), autour d'une plateforme de marque et une identité visuelle. Elle recherche ainsi un prestataire capable de :

- Gérer une boutique en ligne (conception du site web, hébergement, gestion des commandes, livraison, retour) à destination des étudiants mais aussi des agents de l'Université (environ 7000 collaborateurs, 60 000 étudiants)
- Concevoir une collection d'objets en utilisant des illustrations fournies mais aussi en créant des dessins et modèles originaux. Il n'est pas envisagé de vendre sur cette boutique des objets marqués uniquement du logo originel de l'Université de Lorraine.

La boutique, exclusivement en ligne permettra l'achat d'articles individualisés pour les particuliers, tout en laissant la possibilité à l'Université de Lorraine de passer commande pour ses propres besoins.

Objectifs de la boutique en ligne :

- Permettre l'achat de siglés à la marque de l'établissement
- Développer une identité visuelle auprès des étudiants, personnels et publics extérieurs
- Répondre à une demande des étudiants pour s'identifier et conserver un souvenir de leur parcours universitaire
- Rassembler la communauté universitaire autour de la marque UL et de ses valeurs
- Développer le sentiment d'appartenance et de cohésion

Publics cibles :

- Etudiants de l'Université, notamment les étudiants étrangers
- Personnels de l'Université

4.2 - Spécifications techniques et prestations minimales à respecter

a) Prestations confiées au titulaire

Dans le cadre du présent contrat, l'Université de Lorraine confie la gestion de la boutique en ligne au titulaire, à ce titre le titulaire doit :

- Concevoir la boutique en ligne
- Héberger et maintenir la boutique en ligne
- Prendre toutes les dispositions nécessaires en vue du respect de la réglementation en matière de protection des données
- Créer, fabriquer et commercialisés tous les produits proposés sur la boutique en ligne,
- Gérer les stocks de tous les produits proposés sur la boutique en ligne. L'Université n'envisage pas de financement ni de rachat de stock au terme de la durée du contrat.
- Proposer, dans l'objectif de concevoir des collections annuelles, des dessins et modèles originaux autour de l'image de marque de l'Université de Lorraine
- Gérer toutes les commandes réalisées sur la boutique en ligne (gestion des paiement, réception des commandes, préparation, colisage, envoi des commandes)
- Gérer le service après-vente des commandes
- Fournir à l'Université des statistiques détaillées

Dans le cadre de ce contrat, l'Université de Lorraine :

- Fournit les visuels à apposer sur les produits de la boutique en ligne
- Valide tous les produits et visuels proposés sur la boutique en ligne
- Communique via ses réseaux de communication sur l'existence de la boutique en ligne

b) Choix des produits et procédure de validation

Le prestataire s'engage à respecter de par son activité et au travers de l'activité de ses sous-traitants ou fournisseurs éventuels, des règles de responsabilités sociétale et environnementale et plus particulièrement :

- Le respect de la légalité (interdiction du travail forcé et du travail des enfants, lutte contre la corruption, ...) ;
- Respect des salariés (non-discrimination...) ;
- Respect et protection de l'environnement.

Il devra garantir et fournir toute justification sur l'origine des produits proposés à l'Université dans le respect des engagements précités. Aussi, des articles textiles fabriqués en France sont souhaités autant que possible par l'Université dans le cadre du présent contrat.

Le choix et le développement des produits ainsi que tous matériaux utilisés pour la vente des produits seront effectués conjointement entre l'Université et le titulaire. Le prototype du produit sera soumis à l'Université (Direction de la Communication) en vue de son approbation préalable.

Tous les produits disponibles sur la boutique en ligne devront au préalable avoir été expressément validés par la Direction de la Communication de l'Université de Lorraine.

Le titulaire transmettra à l'Université, pour chaque produit, un exemplaire du produit fini de la première série de production, permettant à l'Université de vérifier que le titulaire s'acquitte de son obligation de garantir la conformité des produits aux prototypes approuvés.

Les produits approuvés par l'Université ne sauraient être modifiés sans l'accord écrit de l'Université. Le titulaire doit être capable de proposer une nouvelle collection de produits par an (renouvellement en septembre de chaque année), qui potentiellement devra être déclinée en deux sous-collections :

- Une collection institutionnelle
- Une collection « sportswear »

Tout au long de la vie du contrat et des échanges entre le titulaire et l'Université de Lorraine, les collections et produits pourront être amenés à être modifiées. L'Université attend sur ce point un véritable conseil de la part du titulaire afin d'obtenir la meilleure adéquation entre les besoins exprimés, les publics cibles et les contraintes techniques de marquage.

Le titulaire s'engage à préserver dans toutes ses actions l'image et l'identité des produits, en maintenant ceux-ci distincts des autres produits commercialisés par le titulaire en poursuivant une politique commerciale autonome.

Le titulaire devra avoir le souci constant de respecter, dans toutes ses actions et initiatives, l'image de marque associée à l'Université, notamment en ce qui concerne la qualité des produits, leur aspect esthétique et la publicité.

Le titulaire s'engage à ne pas vendre et à ne pas distribuer de produits ou à utiliser de matériaux qui ne soient pas conformes aux prototypes approuvés par l'Université de Lorraine.

5) Modalités d'exécution des prestations

5.1 - Délais d'exécution

Sauf disposition contraire indiqué dans le bon de commande, le titulaire dispose du délai maximum indiqué dans le cadre de réponse technique et financier (annexe 1 à l'acte d'engagement) pour réaliser les prestations.

Passé ce délai, l'Université pourra appliquer les pénalités prévues à l'article 16.1 du présent document.

5.2 - Lieu de livraison

Le lieu de livraison et d'installation le cas échéant sont précisés dans le bon de commande.

5.3 - Conditions de livraison

En complément de l'article 20 du CCAG FCS, avant de procéder aux livraisons, le titulaire se met en relation avec le conducteur du projet pour l'université désigné lors de la notification du contrat, afin notamment de convenir avec lui d'une date et d'une heure de livraison et d'installation.

Les livraisons sont effectuées, sans supplément de prix, à l'intérieur des locaux.

Le matériel livré est déposé à l'emplacement indiqué par les personnels de l'université en service.

Aucun colis ne doit être laissé à l'extérieur de l'établissement.

Les opérations de livraison réalisées par le titulaire incluent :

- I. Le transport jusqu'au lieu d'implantation, (décharge du matériel compris),
- II. La fourniture de l'ensemble des matériels de manutention,
- III. La protection des espaces traversés (murs, sols, portes, etc.),
- IV. L'enlèvement des emballages et déchets et leur élimination dans le respect de la réglementation en vigueur,
- V. Le nettoyage des zones traversées pour ôter toutes traces de passage.

En complément des dispositions de l'article 21.2 du CCAG FCS, le bon de livraison doit également faire

apparaître :

- Le destinataire,
- L'adresse de livraison,
- Les quantités livrées.

L'emballage et l'étiquetage doivent assurer une information et une protection efficaces, tant du point de vue de la conservation que du point de vue de la manutention, jusqu'à destination finale.

Ils doivent être conformes à tous règlements et normes.

Les dégâts occasionnés par un emballage défectueux, mal adapté ou insuffisant, sont à la charge du titulaire.

5.4 - Conditions d'exécution environnementales

a) Communication du bilan de gaz à effet de serre du titulaire

Il est exigé des titulaires soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement (notamment ceux employant plus de cinq cents personnes), de communiquer à l'Université leur bilan de gaz à effet de serre (BEGES) et le plan de transition associé dans un délai maximum de six (6) mois après notification du marché. Le BEGES doit couvrir toute la durée d'exécution du marché.

Si le BEGES communiqué après notification du marché arrive à échéance durant l'exécution du marché, un nouveau BEGES (et le plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'Université, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit impérativement être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, les titulaires soumis aux obligations de déclaration extra-financière peuvent communiquer leur plan via leur rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; ils indiquent à l'acheteur le lien internet permettant à l'acheteur d'accéder à ce document.

b) Conditionnement du matériel

Concernant le conditionnement du ou des matériels objets du marché, le titulaire doit :

- réduire les emballages, en supprimant notamment les emballages inutiles ;
- favoriser le réemploi des emballages ;
- privilégier les emballages dont la filière de recyclage est effective ;
- réaliser sur son site et dans le cadre des prestations une collecte et un tri de ses emballages.

Pour cela, le titulaire doit notamment :

- optimiser les volumes et le poids des emballages secondaires et tertiaires pour réduire les prélèvements à la source et les surfaces de stockage ;
- réduire l'utilisation d'emballages primaires et utiliser des alternatives aux emballages individuels ;

- utiliser des matériaux recyclés ou recyclables pour les emballages, en utilisant du carton contenant au moins 70% de matières recyclées et en excluant le pvc ;
- proposer des alternatives aux blisters plastiques ;
- préférer les emballages facilement recyclables tels que le papier froissé ou carton ondulé / crêpé / cannelé, plutôt que les emballages plastiques difficilement recyclables.

c) Moyens de transport

Le titulaire recourt, autant que possible et lorsque les trajets le permettent, à des solutions alternatives au transport routier conventionnel utilisant l'essence ou le diesel comme carburant, dans un objectif de minimiser leur impact en matière d'émissions de gaz à effet de serre. Ces solutions alternatives portent, à la discrétion du titulaire :

- sur le recours au transport ferroviaire, fluvial, et/ou à la cyclo logistique (ex. vélo cargo) pour le dernier kilomètre (dernier segment de la chaîne de livraison d'une commande) ;
- sur le type de source d'énergie alimentant les véhicules routiers utilisés (électricité, hydrogène, gaz naturel (GNC/GNL) y compris biogaz, gaz de pétrole liquéfié (GPL), biocarburant non produit à partir d'huile de palme ou de soja, ou carburant de synthèse).

d) Formation à l'écoconduite

En cas de mobilisation de sa propre flotte de véhicules, le titulaire veille à ce que l'ensemble des conducteurs mobilisés sur le marché soit formé à l'écoconduite. Les conducteurs doivent être formés à minima chaque année sur toute la durée d'exécution du marché.

Le titulaire transmet chaque année, à la demande de l'Université, sous format électronique facilement exploitable les documents justifiant la formation effective à l'écoconduite de ses personnels : relevé annuel des sessions de formation des conducteurs, dates auxquelles elles ont eu lieu, durée, effectifs, concernés, etc.

En cas d'externalisation de la prestation de transport, le titulaire incite les prestataires auxquels il fait appel à respecter cette obligation dans le cadre de l'exécution du marché.

e) Quantification des gaz à effet de serre pour les prestations de transport

Le titulaire communique chaque année à l'Université de Lorraine un bilan des émissions de gaz à effet de serre générées du fait des activités de transport et de livraison, au plus tard un mois après la date anniversaire de démarrage des prestations du contrat.

f) Sursis de livraison

L'Université se réserve le droit d'accorder un sursis de livraison au titulaire s'il justifie de mesures et de précautions particulières pour réduire les impacts environnementaux liés aux transports et aux modalités de livraison (ex : tournées de livraison, conditionnement, etc.).

À cette fin, le titulaire :

- analyse systématiquement la possibilité de regrouper la livraison des commandes d'un même bénéficiaire ou de plusieurs bénéficiaires situés dans un même périmètre géographique ;

- reprogramme le créneau de livraison si nécessaire, après accord préalable du bénéficiaire. Cette reprogrammation peut ainsi déroger aux délais de livraison inscrits au marché, sous réserve de validation expresse du bénéficiaire.

Le sursis de livraison suspend pour un temps égal à sa durée l'application des pénalités pour retard. Aucun sursis de livraison ne peut être demandé par le titulaire pour des événements survenus après l'expiration du délai d'exécution du marché, éventuellement déjà prolongé.

g) Gestion des déchets

La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution du marché est de la responsabilité du titulaire pendant la durée du marché. Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels, traitement et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande de l'Université, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux.

En cas de non-respect de ses engagements, le titulaire encourt une pénalité telle que prévue à l'article 16.2 du présent CCP.

5.5 - Obligation d'indépendance du titulaire

Le titulaire s'engage à ne pas être en situation de conflit d'intérêts tel que défini à l'article L.2141-10 du Code de la commande publique.

Lorsque le titulaire se trouve, en cours d'exécution, en situation de conflit d'intérêts, il en informe sans délai l'Université.

A défaut d'une solution acceptable, l'Université se réserve la possibilité de résilier le marché selon l'article 18 du CCP.

5.6 - Garantie

À compter de la mise en production de la boutique en ligne, le prestataire garantit le bon fonctionnement de l'ensemble des services, fonctionnalités et contenus liés à la plateforme, ainsi que l'absence de défauts affectant son usage normal, pour une durée minimale d'un an.

Couverture de la garantie :

- Correction de tout bug, anomalie ou dysfonctionnement empêchant l'utilisation normale de la boutique.
- Remise en état ou remplacement des éléments défectueux de la plateforme ou des services associés.
- Prise en charge des interventions nécessaires, qu'elles soient réalisées à distance ou sur site si requis pour l'exploitation normale de la boutique.

Délais d'intervention et support :

- Les délais d'intervention seront définis au cas par cas selon la gravité du problème, par décision du président de l'Université ou de son représentant habilité, après consultation du prestataire.

- En cas de retard dans l'exécution des interventions, des pénalités forfaitaires de 150 euros par jour pourront être appliquées, sans mise en demeure préalable.

Obligations du prestataire :

- Exécuter toutes les corrections demandées même en cas de réserves sur la mise en jeu de la garantie ou sur les délais.
- La durée de garantie sera prolongée jusqu'à la réalisation complète des corrections ou interventions prescrites à l'expiration de la période initiale.

Exclusions :

- Défauts résultant d'une mauvaise utilisation ou modification de la boutique par l'Université.
- Cas de force majeure.
- Cette rédaction permet d'intégrer les notions de support technique et SLA, tout en restant conforme aux obligations de garantie pour un marché numérique.

5.7 – Modalités de gestion des commandes

a) Commandes passées par l'Université de Lorraine

Toutes les commandes passées en direct par l'Université de Lorraine feront l'objet de bons de commande directement émis auprès du titulaire. Pour ces commandes, l'Université ne commandera pas directement sur le site de la boutique en ligne, mais transmettra ses bons de commande au titulaire.

Ces bons de commande sont signés par le représentant légal de l'Université ou par son délégataire et, par dérogation aux stipulations de l'article 3.1 du CCAG FCS, sont notifiés au titulaire par le service émetteur, par voie postale, par courrier électronique ou par télécopie, à l'initiative de l'émetteur.

Ces bons de commande mentionnent notamment :

- La référence du contrat ;
- La date d'émission du bon de commande ;
- La désignation de la prestation dont l'exécution est demandée ;
- La période concernée ;
- Le montant de la commande ;
- Le lieu d'exécution et le service destinataire ;
- Les coordonnées de la personne à contacter avant l'exécution ;
- Le numéro de commande attribué par l'Université.

En cas de discordance entre les prix figurant dans le bon de commande SIFAC et les prix contractuels, le titulaire est tenu d'en informer le service émetteur de la commande et de ne pas donner suite à la commande.

Pour ces commandes, les factures sont établies de la manière suivante :

La facture établie par le titulaire sera adressée à l'université de façon dématérialisée via le portail Chorus Portail Pro 2017 à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

L'utilisation de ce portail nécessitera la création d'un compte gratuit par le titulaire afin de pouvoir y importer les factures au format pdf.

Les codes obligatoires à renseigner afin d'envoyer une facture à l'attention de l'Université de Lorraine via CHORUS PRO sont :

SIRET de l'Université de Lorraine : 130 015 506 00012

CODE SERVICE obligatoire : UL1AVECEJ

Numéro d'Engagement juridique (EJ) obligatoire : n° de bon de commande (4500 suivi de 6 chiffres).

Par dérogation à l'article 11.4 du CCAG-FCS, la facture portera, outre les mentions légales :

Le numéro d'engagement (EJ) fourni par l'université, que vous trouverez en haut à droite sur le bon de commande (qui commence par 4500 suivi de 6 chiffres).

Mentions légales d'une facture :

[https://www.economie.gouv.fr/entreprises/factures-mentions-obligatoires?xtor=ES-29-BIE_183_20190919_objetclassique\]-20190919-https://www.economie.gouv.fr/entreprises/factures-mentions-obligatoires\]-1283696](https://www.economie.gouv.fr/entreprises/factures-mentions-obligatoires?xtor=ES-29-BIE_183_20190919_objetclassique]-20190919-https://www.economie.gouv.fr/entreprises/factures-mentions-obligatoires]-1283696)

- Date d'émission de la facture
- Numérotation de la facture
- Date de la vente ou de la prestation de service
- Identité de l'acheteur (UL)
- Identité du vendeur ou prestataire dont dénomination sociale, numéro de RCS et SIREN
- Adresse de livraison
- Adresse de facturation si elle est différente de celle de livraison
- Le numéro de bon de commande s'il a été préalablement émis par l'acheteur
- Numéro individuel d'identification à la TVA du vendeur et du client professionnel, seulement si ce dernier est redevable de la TVA
- Désignation du produit ou de la prestation
- Décompte détaillé de chaque prestation et produit fourni
- Prix catalogue, majoration (frais de transport et emballage), Rabais remise ristourne éventuelles
- Taux de TVA légalement applicable
- Montant total de la TVA correspondant
- Somme totale à payer hors taxe (HT) et toutes taxes comprises (TTC)
- Date ou délai de paiement

Il est possible que le portail Chorus Portail Pro 2017 ne reconnaisse pas l'ensemble de ces informations lors de l'importation de la facture. Le titulaire s'assurera que les informations reconnues par le portail sont justes et, le cas échéant, y apportera les modifications nécessaires.

Tous renseignements relatifs à la facturation peuvent être envoyées par courriel à l'adresse : ac-facturier@univ-lorraine.fr

b) Commandes passées par les particuliers (étudiants·es ou personnels de l'Université)

Pour ces commandes, les conditions générales de ventes incluent dans l'offre du titulaire s'appliquent.

Les fournitures devront être livrées à l'adresse renseignée par l'acheteur lors de sa commande en ligne. Les colis seront correctement étiquetés et adaptés à l'objet livré.

6) Clause de réversibilité

La « réversibilité » désigne l'opération de retour de responsabilité technique, par lequel l'Université de Lorraine reprend les prestations qu'elle avait confiées au titulaire du marché arrivant à terme.

Pendant la période de mise en œuvre de la réversibilité, le titulaire du marché arrivant à échéance fournit, selon le cas, à l'Université de Lorraine ou au nouveau titulaire, dans la mesure du besoin, un accès aux matériels et aux logiciels, sous réserve que cet accès n'affecte pas l'aptitude du titulaire du marché prenant fin à fournir les services objet du marché

En outre, dès le déclenchement de la réversibilité par l'Université, cette dernière sera en droit d'obtenir du titulaire que celui-ci lui communique toutes informations destinées à lui permettre de reprendre ou de faire reprendre le SI et notamment :

- le référentiel applicatif (logiciel et documentaire), dont un état de configuration ;
- les contrats portant sur les connaissances antérieures utilisées dans le SI, la documentation nécessaire, les bases de données, les fichiers, les scénarios de recette, jeux d'essais, documentation et tout autre élément utile au titre de cette réversibilité ;
- le transfert des droits que détient le titulaire sur les résultats nécessaires à la réversibilité et à la transférabilité, sans frais nécessaires ;
- toutes les documentations de maintenance et d'exploitation, les rapports d'activité et d'exploitation ;
- toutes les données de l'Université de Lorraine qui devront être supprimées des systèmes du titulaire qui devra les transférer à l'Université sur un support préalablement défini ;
- les documents de suivi (registre des incidents, risques, plannings, tableaux de bord, etc.), de toutes les actions de maintenance, au minimum au format électronique (dump des bases de données, etc.) et le cas échéant au format « papier » ;
- les procédures et/ou scripts développés dans le cadre du projet ;
- la base de connaissances développée dans le cadre de l'assistance ;
- participer à une réunion de clôture avec un bilan finalisé détaillé et argumenté présentant les risques identifiés de reprise des prestations de TMA ;
- fournir dans le mois qui suit la fin de la période de réversibilité un document formel, émis par l'officier de sécurité des systèmes d'information (OSSI) du titulaire, certifiant la destruction des données ou du support physique de stockage des données et, plus généralement, livrer tout document et/ou élément qui aurait été mis à sa disposition par l'Université. Le titulaire s'engage à ne pas en conserver de copies si l'acheteur a donné au titulaire l'instruction écrite de les effacer ou de les détruire.

7) **Clause relative à la propriété intellectuelle**

Le présent article prévoit les grands principes relatifs à la propriété intellectuelle qui seront précisés dans un contrat ultérieur, signé entre l'Université de Lorraine et le Prestataire sélectionné.

Marque : désigne la marque « Université de Lorraine » et son logo tels que déposés auprès de l'INPI sous le numéro 4508276.

Œuvre : désigne toute création réalisée dans le cadre du présent marché et susceptible d'être protégée au titre de la propriété intellectuelle (droit d'auteur, dessin et modèle, marque...)

Produit : désigne l'ensemble des objets promotionnels créés et/ou vendus par le Prestataire dans le cadre du présent marché, comportant tout ou partie de l'Œuvre et/ou présentant les caractéristiques de la Marque.

7.1 - Utilisation de la Marque par le Prestataire

Pendant la durée de la prestation, l'Université de Lorraine concèdera au Prestataire une licence non exclusive de sa Marque. La licence de Marque ne sera accordée au Prestataire dans le cadre limité de la fabrication et la commercialisation des Produits.

Dans le cas où le Prestataire venait à proposer des modifications de la stylisation du logo de l'Université de Lorraine et de façon générale de la Marque, dans ce cas, le Prestataire s'engage à céder à titre gracieux à l'Université de Lorraine les droits de propriété intellectuelle y attachés y compris les droits d'auteur (droits de reproduction et droits de représentation, la cession étant donnée pour le monde entier et pour la durée des droits de propriété intellectuelle) de façon à ce que l'Université de Lorraine puisse procéder à tout nouveau dépôt de marque à son nom et à ses frais et puisse les exploiter librement directement ou indirectement.

Dans le cas où un tiers se livrerait à des actes de contrefaçon ou de concurrence déloyale portant atteinte à la marque, la partie qui aura connaissance de ces actes sera dans l'obligation d'en informer sans délai l'autre partie par écrit, en lui indiquant le nom du tiers, la nature et les circonstances des actes incriminés et en lui transmettant la documentation s'y rapportant.

7.2 - Fabrication et commercialisation des Produits

Le Prestataire s'engage à fabriquer et commercialiser les Produits pour le compte de l'Université de Lorraine. Seuls les Produits ayant fait l'objet d'une validation préalable par l'Université de Lorraine pourront être vendus.

Dans l'exécution de la prestation, le Prestataire fera de son mieux et prendra toutes les initiatives opportunes, dans la limite des droits qui lui sont conférés contractuellement par l'Université de Lorraine, pour poursuivre le développement et l'expansion sur le plan national et international des ventes de Produits.

Le Prestataire s'engage à préserver dans toutes ses actions l'image et l'identité de l'Université de Lorraine, en maintenant distincts les Produits des autres produits commercialisés par le Prestataire en poursuivant une politique commerciale autonome.

Les Œuvres créées par le Prestataire dans le cadre du marché, ainsi que la propriété intellectuelle y afférente, seront la propriété pleine et entière de l'Université de Lorraine qui pourra les protéger par tout moyen de protection de son choix (dessin et modèle, marque...).

Les droits d'auteur éventuellement attachés à ces Œuvres seront cédés gracieusement, conformément aux stipulations prévues au point 3, au fur et à mesure de leur création par le Prestataire à l'Université de Lorraine pour une exploitation libre directe et/ou indirecte des droits de reproduction et représentation y afférent ; étant entendu que pour les besoins d'exécution du marché et pour la durée de ce dernier, le Prestataire bénéficiera d'une licence d'exploitation des Œuvres.

7.3 - Fabrication et commercialisation des Produits

Au fur et à mesure de leur création, le Prestataire s'engage à céder à l'Université de Lorraine, sans contrepartie financière, de manière exclusive, pour le monde entier et pour la durée des droits de propriété littéraires et artistiques prévus par la loi française, l'ensemble des droits patrimoniaux afférents aux Œuvres et qui consistent dans les droits de reproduction, représentation et exploitation des Œuvres, qui sont définis ci-après :

Le droit de reproduction comprend : le droit de reproduire et/ou de faire reproduire tout ou partie des Œuvres, directement ou par l'intermédiaire d'un tiers, par tous procédés techniques sur tous supports (notamment photographique, papier, numériques, électroniques, optiques, etc...) et en tous formats connus ou inconnus au jour de la notification du marché et d'en faire établir en nombre qui plaira, tous originaux, copies, doubles, sur tous supports, en tous formats et par tous procédés de fixation, notamment pour permettre l'exploitation des Œuvres et des Produits par l'Université de Lorraine.

Le droit de représentation des Œuvres comporte :

- Le droit de représenter et/ou de faire représenter, directement ou par l'intermédiaire d'un tiers, tout ou partie des Œuvres dans le monde entier, en tous lieux privés ou publics, ou encore dans toutes les manifestations, conférences, colloques, sur le site de l'Université de Lorraine, et par tous moyens connus ou inconnus à ce jour, notamment par internet, télédiffusion, voie hertzienne terrestre, câble, satellite, voie analogique et/ou numérique, sur tous réseaux informatiques de télécommunications ouverts et/ou privés, nationaux et/ou internationaux, ou encore dans les circuits de diffusion spécialisés ou grand public.

Le droit d'adaptation qui inclut notamment :

- Le droit de procéder, directement ou par l'intermédiaire d'un tiers, à toutes adaptations des Œuvres, quels que soient le format et le procédé technique utilisé, ceci notamment afin de permettre l'exploitation des Œuvres et des Produits par l'Université de Lorraine.

- Le droit de traduire ou de faire traduire les Œuvres

- Le droit de faire des montages et de représenter, directement ou par l'intermédiaire d'un tiers, tous extraits des Œuvres ou toute œuvre dérivée des Œuvres et qui seraient diffusés par l'Université de Lorraine directement ou par l'intermédiaire d'un tiers, notamment des éditeurs.

L'Université de Lorraine pourra donc, de manière directe et/ou indirecte, librement et sans rien devoir au Prestataire reproduire, représenter et distribuer directement et/ou indirectement les Œuvres,

Le Prestataire garantira à l'Université de Lorraine l'exercice paisible, entier et libre des droits cédés sur les Œuvres et garantira notamment l'Université de Lorraine contre tous troubles, revendications ou évictions quelconques.

7.4 - Autres dispositions

Les Parties déclarent expressément qu'elles sont et demeureront, pendant toute la durée du présent marché, des partenaires commerciaux et professionnels indépendants, assumant chacun les risques de sa propre exploitation sous réserve des engagements du Prestataire notamment au regard des atteintes de tiers.

Le Prestataire reconnaît à ce titre qu'il est en mesure de faire face aux investissements nécessaires pour une bonne exploitation du marché qui lui est concédé et pour la bonne exécution des obligations lui incombant conformément au présent marché.

8) Opérations de vérification et d'admission

8.1 - Vérifications de la boutique en ligne

a) Vérification d'aptitude

La vérification d'aptitude a pour but de constater que les prestations livrées ou exécutées présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées dans le cahier des clauses particulières.

Le délai imparti à l'Université de Lorraine pour procéder à la vérification d'aptitude et notifier sa décision est de 1 mois à compter de la date de mise en place effective de la boutique en ligne. A l'issue de cette période, si la vérification d'aptitude est négative, l'Université prend une décision d'ajournement ou de rejet conformément aux stipulations de l'article 25 du CCAG-FCS. Si la vérification d'aptitude est positive, il est procédé à la vérification de service régulier

b) Vérification de service régulier

La vérification de service régulier a pour but de constater que les prestations fournies sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation pour remplir les fonctions visées.

La durée des opérations de vérifications de service régulier est de 1 mois. Le service est réputé régulier si la durée cumulée sur cette période des indisponibilités imputables à chaque élément de matériel ne dépasse pas 2% de la durée d'utilisation effective.

L'Université de Lorraine dispose d'un délai de 7 jours pour notifier par écrit au titulaire sa décision de vérification de service régulier.

8.2 - Vérification des produits commandés dans le cadre de la boutique en ligne

La vérification de ces produits est réalisée conformément aux articles 22 à 25 du CCAG-FCS.

9) Statistiques et indicateurs de résultat de la boutique en ligne

Durant toute l'exécution du contrat, le titulaire devra assurer un reporting sur les ventes réalisées et mettra en place des indicateurs de résultats. Ces données devront être transmises à l'Université a minima de façon semestrielle.

Ce reporting précisera a minima :

- Des indications statistiques sur la boutique en ligne
- Des indications statistiques sur les ventes (nombre d'unités vendues référence par référence, nombre de commandes, délai moyen de livraison, état des stocks, etc.)

10) Evolution de l'annexe financière - Clause de réexamen

Le présent accord-cadre comprend une clause de réexamen relative à l'évolution des fournitures de chaque lot. Cette clause s'exécute dans le respect du présent article :

10.1 - Evolution à l'initiative du titulaire

Le titulaire peut faire évoluer les fournitures prévues à l'accord-cadre (ex : produit en fin de vie ou de fabrication, apparition d'un nouveau matériel équivalent, disparition du produit de la gamme du titulaire, etc.).

Dans un tel cas, l'évolution se traduit par l'ajout ou le remplacement d'une fourniture ou d'une partie de fourniture au profit d'une ou plusieurs fournitures de qualité égale ou supérieure, à un coût égal ou inférieur à celui remplacé.

Le titulaire s'oblige à accorder à ces évolutions de fournitures les mêmes garanties que celles prévues au présent accord-cadre et à observer les mêmes délais d'exécution.

Lorsque le titulaire souhaite faire évoluer ses produits, il formule sa demande à l'adresse suivante : dha-nancy@univ-lorraine.fr en fournissant les références, intitulés et caractéristiques techniques de ces fournitures ainsi que le prix public et la remise consentie.

L'Université dispose d'un délai de 10 jours ouvrés à compter de la date de réception de ces documents pour les accepter par courriel ou par envoi via le profil acheteur PLACE. A défaut de réponse de l'Université, l'évolution est réputée refusée.

10.2 - Evolution à l'initiative de l'Université de Lorraine

L'Université de Lorraine peut demander par écrit au titulaire d'apporter des modifications aux fournitures prévues à l'accord-cadre, ou d'en ajouter de nouvelles, en vue de leur amélioration ou de leur adaptation aux besoins de l'Université.

Lorsqu'il est demandé au titulaire une mise à jour des fournitures, celui-ci s'engage à la communiquer à l'Université à l'adresse suivante : dha-nancy@univ-lorraine.fr dans un délai de 10 jours ouvrés à compter de la réception de la demande. Cette mise à jour comprend *a minima*, les références, l'intitulé, les caractéristiques techniques, les prix publics et les remises consenties des nouvelles fournitures.

Si le titulaire omet de présenter cette mise à jour dans un délai de 10 jours ouvrés maximum à compter de la décision prise par l'Université, il encourt la pénalité prévue à l'article 16.3 ci-après. En cas de

renouvellement de cette omission, l'Université se réserve le droit de résilier l'accord-cadre. Après mise en demeure restée infructueuse, la décision de résiliation sera envoyée via le profil acheteur PLACE et prendra effet à compter de la notification de l'acte.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité. L'Université dispose d'un délai de 10 jours ouvrés à compter de la date de réception de ces documents pour les accepter par courriel ou par envoi via le profil acheteur PLACE. A défaut de réponse de l'Université, l'évolution est réputée refusée.

11) Prix

11.1 - Contenu des prix

Le marché est composé d'un prix global et forfaitaire pour la conception, le déploiement, la mise en place, l'hébergement et la maintenance de la boutique en ligne et de prix unitaires pour les produits proposés sur la boutique en ligne ainsi que pour la réalisation de dessins et modèles originaux.

Pour les commandes effectuées en ligne par des particuliers (étudiants, agents de l'Université, etc.), le titulaire se rémunère directement auprès des usagers de la boutique.

Les coûts des produits, de la livraison, (de l'installation, de la mise en ordre de marche pour la boutique en ligne), sont intégrés dans les prix sur lesquels le candidat s'engage.

Ce prix comprend tous les frais, taxes et d'une manière générale, toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations dans les conditions stipulées au présent marché.

Sont en particulier à la charge du prestataire, les frais d'emballage, de conditionnement, d'assurance et de transport jusqu'au lieu de livraison.

Les prix comprennent tous les frais, taxes et d'une manière générale, toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations dans les conditions stipulées au présent accord-cadre.

Les prix TTC sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

11.2 Révision des prix

Les prix du contrat sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont ajustables annuellement à la date anniversaire du contrat (date de mise en ligne effective de la boutique), à la hausse comme à la baisse, par référence au barème public que le titulaire pratique à l'égard de l'ensemble de sa clientèle.

Les tarifs applicables sont ceux connus par l'administration à la date du bon de commande.

De ce fait et par dérogation à l'article 10.2 du C.C.A.G.-F.C.S., le prix de règlement est celui en vigueur à la date d'émission du bon de commande.

Le titulaire s'engage à fournir à l'Université l'ensemble des barèmes successifs, datés et numérotés, concernant les prestations objet de l'accord-cadre, à l'adresse dha-nancy@univ-lorraine.fr au plus tard

un mois avant la date de révision souhaitée. A défaut, les prix de l'année précédente restent applicables.

11.3 Redevance

En contrepartie de l'autorisation d'exploitation de la marque de l'Université, le titulaire s'engage à verser à l'Université de Lorraine une redevance proportionnelle au chiffre d'affaires hors taxes, calculée par année civile.

Cette redevance sera versée chaque année, à la date anniversaire du contrat, à l'Agent comptable de l'Université de Lorraine.

Elle sera justifiée par un document comptable attesté par le Titulaire.

La part de redevance perçue est prévue en annexe 1 à l'acte d'engagement.

L'Université de Lorraine se réserve la possibilité de mettre en œuvre tous les moyens légaux permettant de s'assurer du montant de l'assiette de la redevance.

12) Avance et acomptes

12.1 Avance

Pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, le montant de l'avance est égal à 30 % du montant du bon de commande si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci est inférieure ou égale à douze mois.

Si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 30 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

12.2 Acomptes

Conformément à l'article R2191-21 du Code de la Commande Publique, le montant des acomptes correspond à la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent. La périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois.

Chaque acompte doit faire l'objet d'une demande de versement d'acompte qui devra faire mention des éléments listés à l'article 11.3 du CCAG FCS. Cette demande devra être remise à l'adresse indiquée à l'article 5.7.a du présent CCP après admission des prestations correspondant à la demande d'acompte.

13) Facturation

Concernant les commandes passées par l'Université de Lorraine, les informations relatives à la facturation sont indiquées à l'article 5.7.a du présent CCP.

14) Mode de règlement

Le mode de règlement est le virement avec paiement à 30 jours maximum, dans les conditions fixées par les articles R2192-10 et suivants du Code de la Commande Publique.

La monnaie de compte du contrat est la même pour toutes les parties prenantes : l'Euro.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement, le créancier a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement conformément à l'article L2192-13 du Code de la Commande Publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

Pour les titulaires non établis en France, le règlement s'effectue par virement à l'étranger, sauf lorsque le titulaire dispose d'un compte courant ouvert dans un établissement bancaire implanté sur le territoire français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors T.V.A. et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

15) Droit, langue

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

Les correspondances relatives au contrat sont rédigées en français.

16) Pénalités de retard

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que l'application des pénalités qu'il encourt n'exclut pas l'application d'éventuelles décisions d'ajournement, de réfaction ou de rejet que l'Université peut prendre en application de l'article 30 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant est inférieur à **1000 euros HT**.

16.1 Pénalités de retard des prestations

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS si le délai maximum de réalisation des prestations sur lequel le titulaire s'est engagé dans son offre est dépassé, l'université se réserve la possibilité de lui appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{500}, \text{ dans laquelle :}$$

P = le montant de la pénalité en euros,

V= la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable,
R= le nombre de jours calendaires de retard.

Néanmoins, en tout état de cause, le montant de la pénalité ne peut être supérieur à 15% du prix du marché hors taxe (prix global et forfaitaire pour la mise en place de la boutique en ligne).

16.2 Pénalités pour non-respect des engagements pris en matière de protection de l'environnement

Le titulaire encourt, après mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 1000€ en cas de non-respect de ses engagements en matière de protection de l'environnement tels que définis dans les pièces du présent marché.

16.3 Pénalités pour retard dans la transmission de l'annexe financière

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, une pénalité de 50 euros pourra être appliquée par jour ouvré de retard sans mise en demeure préalable des demandes d'évolution de l'annexe financière (article 10 du présent CCP).

Les éléments fondant l'application des pénalités seront notifiés avec la décision expresse d'application des pénalités.

17) Protection des données à caractère personnel (RGPD)

Les parties s'engagent à collecter et à traiter toute donnée à caractère personnel en conformité avec toute réglementation en vigueur applicable au traitement de ces données, et notamment à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, ainsi qu'au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016.

18) Résiliation

Le marché pourra être résilié par le pouvoir adjudicateur selon les stipulations du CCAG-FCS.
En outre, par dérogation aux articles 41.1, 41.2 et 42 du CCAG-FCS, le marché pourra être résilié en cas de manquement du titulaire à son obligation d'indépendance, et ce sans mise en demeure préalable ni indemnité, conformément aux dispositions de l'article 10.2 du CCP.

19) Dérogations au CCAG FCS

L'article 1.4 du présent CCP déroge aux articles 14.1, 41.1 et 41.2 du CCAG FCS ;

L'article 2.1 du présent CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG FCS ;

L'article 5.7.a du présent CCP déroge aux articles 3.1 et 11.4 du CCAG FCS ;

L'article 10.2 du présent CCP déroge à l'article 42 du CCAG FCS ;

L'article 16 du présent CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG FCS ;

Les articles 16.1 et 16.3 du présent CCP dérogent à l'article 14.1.1 du CCAG FCS ;

L'article 18 du présent CCP déroge aux articles 41.1, 41.2 et 42 du CCAG FCS.